

des Finances, sans consulter celui-ci ni votre humble serviteur. Franchement, cela n'est pas raisonnable. Le ministre du Commerce (M. Stevens) n'agit pas sagement en faisant cette réduction délibérément, dans le but d'équilibrer le budget,—car c'est là le point capital. Au reste, cet équilibre du budget n'existe que sur le papier. Vous aurez beau réduire les crédits le plus possible, vous ne réussirez à équilibrer le budget que si vous avez un revenu suffisant. Or, le ministre du Commerce, pour des raisons qu'il connaît mieux que nous, met en danger la position du ministre des Finances (M. Rhodes) et la mienne, dans nos circonscriptions électorales, en réduisant ce crédit de \$3,750. Oh, oui. Mais cela n'est pas suffisant pour ce Cassius,—est-ce bien le bon mot? —qui se trouve dans la personne du ministre du Commerce.

Le ministre du Commerce, d'origine anglaise, doit avoir du sang écossais dans les veines, car il ne se contente pas de prendre sur lui délibérément de réduire ce crédit destiné à la circonscription que représente mon bon ami le ministre des Finances (M. Rhodes), et aussi à la mienne, mais il porte un autre coup à la région que je représente. Il s'agit ici du service entre Mulgrave et Guysborough, dont le navire fait escale aux ports situés entre ces deux endroits. Le crédit en est réduit de \$10,500 à \$9,500,—et c'est un service des plus importants. Le ministre du Commerce faisait partie du conseil quand mon honorable ami de Pictou (M. Cantley), avant d'avoir été élu membre de la Chambre, est venu à Ottawa à ses propres frais et a demandé avec instance la construction d'un chemin de fer pour desservir les habitants d'une partie de cette région. Je remercie aujourd'hui le ministre d'avoir accédé à ce désir. On a, cependant, bel et bien décidé de ne pas continuer la construction de ce chemin de fer, de sorte que le seul moyen de communication à la disposition de ces gens est le service de transport par eau entre Mulgrave et Guysborough.

M. CANTLEY: On y fait actuellement le transport du bois de mon côté.

M. DUFF: Mon honorable ami est plus fort que je ne croyais. Le seul moyen de communication à la disposition des habitants de cette région en hiver, surtout quand les chemins sont enneigés et impraticables, est celui que leur fournit le vapeur qui va de Guysborough à Mulgrave. Il n'y a pas de système de transport par voie ferrée, malgré le fait que les habitants de Guysborough contribuent leur part du service de l'intérêt sur la dette de nos chemins de fer. Ils ont aussi payé leur part des frais d'établissement des voies ferrées de la Nouvelle-Ecosse et des autres parties du

pays. Connaissant tous ces faits, le ministre du Commerce (M. Stevens) réduit le chiffre du crédit, cette année, et il ne peut pas affirmer qu'il n'existe aucun engagement à ce sujet.

L'hon. M. STEVENS: Le contrat accordé pour cette entreprise sera exécuté au moyen du crédit de cette année et aucun autre contrat ne sera signé à la fin de l'année financière.

M. DUFF: En d'autres termes, il paie \$10,500 jusqu'à la fin du mois courant et, sans consulter les propriétaires du navire ou la chambre de commerce de Guysborough, sans avertir les habitants de Mulgrave ou le conseil municipal, ou qui que ce soit, il décide arbitrairement que tout ce que le Gouvernement paiera à l'avenir pour ce service sera la somme de \$9,500.

M. ERNST: Mon honorable ami sait-il ce qui s'est produit,—si ce service encaissait un profit ou non? Je tiens beaucoup à savoir si ce service était exploité à profit ou à perte? Devra-t-on s'endetter pour maintenir ce service?

M. DUFF: Je suis bien content de ce que mon honorable ami ait posé cette question, et pour deux raisons. D'abord, je constate que dans les crédits et même dans ceux de l'an dernier...

M. ERNST: Il n'y a rien pour Lunenburg.

M. DUFF: Il n'y a rien pour le service entre Halifax et La Have. Quand je représentais la circonscription de Lunenburg, le Gouvernement fédéral accordait une subvention de \$3,000 pour le service entre Halifax et La Have. Depuis que le Gouvernement actuel a pris la direction des affaires et que mon honorable ami représente cette région, il n'y a plus de subvention. L'honorable représentant a-t-il demandé que ce crédit soit aboli parce que le service ne rapportait pas suffisamment?

M. ERNST: Le service ne rapportait rien; on l'a retranché et depuis j'ai toujours demandé au ministre de le rétablir.

M. DUFF: Mon honorable ami a fort bien pu en faire la demande au ministre, mais ses instances n'ont pas donné de grands résultats. C'est de sa propre initiative qu'il s'est mêlé à cette discussion et je suis heureux de me joindre à lui pour demander le rétablissement de cette subvention. Il m'a demandé si ce service de Guysborough était une entreprise rémunératrice. Je n'ai pas, naturellement, les livres de la compagnie sous la main, et je n'en sais rien, mais les propriétaires du navire m'ont dit que la réduction de la subvention, l'an dernier, les avait obligés à renvoyer le cuis-